



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

charges

Question au Gouvernement n° 775

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

M. le président. La parole est à Mme Véronique Besse, au titre des députés non inscrits.

Mme Véronique Besse. Monsieur le Premier ministre, comme bon nombre de mes collègues, je reçois chaque semaine de plus en plus de familles en très grande difficulté financière, et pour certaines surendettées. De plus en plus de familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, parfois en raison de la perte d'un emploi.

Rappelons que le chiffre du chômage continue d'augmenter avec près de 3 200 000 chômeurs.

Il arrive que ces familles ne parviennent plus à faire face aux charges du quotidien parce que tout augmente : le prix du carburant, des produits alimentaires, de l'énergie.

Or, que constatent-elles aujourd'hui, ces familles ? Que vous rajoutez une crise morale à la crise sociale ! Ce que ces familles veulent, monsieur le Premier ministre, ce n'est pas le " mariage pour tous ", ce n'est pas un " changement de civilisation ", mais du " travail pour tous " ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Elles veulent que vous les aidiez d'abord à surmonter leurs problèmes quotidiens.

Or, vous continuez à les étouffer, en augmentant les taux de TVA - c'est déjà le cas pour les services à domicile -, en taxant les retraités, en menaçant les allocations familiales, et bientôt en augmentant les prélèvements obligatoires.

Toutes ces mesures nuisent à notre économie, à la croissance et à la qualité de vie de tous les Français !

Nous rencontrons également chaque jour, sur le terrain, des artisans, des commerçants, qui n'ont aucune visibilité sur l'avenir, qui croulent sous une réglementation tatillonne et sous les charges ! Ces chefs d'entreprises n'entrevoient pas le bout du tunnel et s'endettent pour avancer.

Aujourd'hui, le résultat est là : les Français n'ont plus confiance. Ils n'ont plus envie d'entreprendre, ils ne croient plus en l'avenir, ils attendent des réponses concrètes. Des réponses efficaces ! Pas des réponses qui soient de l'ordre du symbolique ou du démagogique.

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple : qu'attendez-vous pour relancer vraiment la croissance et alléger les charges des entreprises ? Qu'attendez-vous pour soutenir le pouvoir d'achat des familles ?

Qu'attendez-vous pour donner aux Français une vraie bouffée d'oxygène ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDI et UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué chargé du budget*. Madame la députée Véronique Besse, je vous remercie pour votre question qui renvoie à un sujet essentiel, celui du pouvoir d'achat des Français et de l'évolution des prélèvements obligatoires. Permettez-moi tout d'abord de rappeler la réalité des chiffres.

Tout d'abord, au cours des cinq dernières années, les prélèvements obligatoires ont augmenté en France de 1,5 point, ce qui représente un prélèvement de 30 milliards sur l'ensemble des ménages français. Or, comme vous le savez, madame la députée, le principe de justice n'a pas toujours sous-tendu ces prélèvements. Ce sont souvent les Français les plus modestes qui ont été appelés à contribution sous la précédente majorité.

Il est vrai qu'en 2012 et 2013, pour rétablir nos comptes, nous avons été amenés à demander un effort aux Français et à prendre des mesures de nature fiscale, mais nous les avons prises avec le souci de la justice.

Lorsque nous rétablissons la progressivité de l'impôt sur le revenu, ce ne sont pas les plus modestes de nos concitoyens que nous appelons à contribuer au redressement. Lorsque nous revoyons la fiscalité des plus-

values qui bénéficient aux plus riches des contribuables, ce ne sont pas les plus modestes des Français que nous appelons à l'oeuvre de redressement. Lorsque nous nous employons à aligner la fiscalité du capital sur celle du travail, ce ne sont toujours pas les plus modestes des Français que nous appelons à l'oeuvre de redressement. Et quand, dans le même temps, nous mettons en place un plan en faveur des plus défavorisés des Français, qui représente un effort budgétaire de 2,5 milliards d'euros,...

M. Marc Le Fur. Et le gazole ?

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. ...nous partageons votre préoccupation que le redressement n'obère pas un objectif qui nous rassemble, celui de la justice.

Pour la préparation du budget de 2014, nous tendons vers un seul objectif : que ce budget s'équilibre par les économies et qu'il n'aboutisse pas à une pression fiscale accrue. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Besse](#)

Circonscription : Vendée (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 775

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 avril 2013](#)